

INSTITUT DE L'ELEVAGE
149 Rue de Bercy
75595 PARIS CEDEX 12

RAPPORTS

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2015

Stéphane SINTES
Commissaire aux Comptes

21 rue de la Paix
75002 PARIS
tél. 01 43 12 98 70
fax 01 43 12 98 78

www.groupe-cogep.fr
ssintes@groupe-cogep.fr

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 AVRIL 2016

Exercice clos le 31 décembre 2015

INSTITUT DE L'ELEVAGE
149 Rue de Bercy
75595 PARIS CEDEX 12

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
INSCRITE À LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE BOURGES

SAS AU CAPITAL DE 600 000 € - RCS 389 488 727 BOURGES - SIÈGE SOCIAL : 2658 ROUTE D'ORLÈANS - BP 55 - 18230 SAINT DOULCHARD

MEMBER OF  INTERNATIONAL. A WORLD-WIDE NETWORK OF INDEPENDENT ACCOUNTING FIRMS AND BUSINESS ADVISERS

■ EXPERTISE COMPTABLE ■ AUDIT ■ AGRICOLE ■ GESTION ■ FISCALITÉ ■ SOCIAL ■ PATRIMOINE ■ FORMATION ■ TRANSMISSION ■ JURIDIQUE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'INSTITUT DE L'ELEVAGE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Directeur Général. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables Français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'INSTITUT DE L'ELEVAGE à la fin de cet exercice.

.../...

5

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- ✓ Les notes de l'annexe relatives aux fonds dédiés, aux valeurs mobilières de placement , aux créances et aux indemnités de fin de carrière exposent les principes retenus pour la valorisation de ces rubriques.
- ✓ Dans le cadre des règles et principes comptables suivis par l'Institut de l'Elevage, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues et des informations fournies dans les notes de l'annexe afférentes et nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données aux membres de L'INSTITUT DE L'ELEVAGE sur la situation financière et les comptes annuels, étant ici précisé que les comptes annuels sont approuvés par votre Conseil d'Administration.

Fait à Paris, le 29 mars 2016

Le Commissaire aux Comptes
COGEP AUDIT

Stéphane SINTES

Associé

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Stéphane Sintès', with a long horizontal flourish underneath.

INSTITUT DE L'ELEVAGE

Comptes arrêtés au 31 décembre 2015

BILAN - ACTIF	2015			2014
	BRUT	AMORT OU PROV	NET	NET
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Logiciels)	756 548	592 504	164 044	258 544
Logiciels	756 548	592 504	164 044	200 269
Immobilisation en cours				58 275
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 892 638	4 602 884	1 289 753	1 386 353
Terrains	276 643		276 643	271 760
Constructions	2 006 946	1 479 085	527 862	582 227
Agencements et installations	1 021 621	851 772	169 849	204 694
Véhicules automobiles	83 710	62 634	21 076	19 878
Matériel de bureau & d'informatique, mobilier	1 553 974	1 407 576	146 397	170 067
Matériel technique & agricole	949 744	801 817	147 926	137 727
Immobilisation en cours				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 601 759		2 601 759	2 790 472
Titres de participation				
SCI MNE	248 244		248 244	248 244
Divers	61 783		61 783	61 783
Créances rattachées à des participations (GIE LABOGENA)				188 713
Créances rattachées à des participations (SCI MNE)	2 001 840		2 001 840	2 001 840
Créances rattachées à des participations (MRA LIMOGES)	289 892		289 892	289 892
AUTRES IMMOBILISATION FINANCIERES	950 499		950 499	911 327
Titres divers	27 054		27 054	27 054
Prêts	447 260		447 260	374 700
Dépôts de garantie	19 071		19 071	30 242
Autres titres immobilisés	377 587		377 587	399 803
GIE MNE (Fonds de roulement)	79 527		79 527	79 527
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	10 201 444	5 195 389	5 006 055	5 346 695
AVANCES ET ACOMPTES FOURNISSEURS	26 881		26 881	69 103
STOCKS	124 637	102 904	21 733	35 511
Stock de marchandises	124 637	102 904	21 733	35 511
CREANCES CLIENTS	15 780 578	1 159 497	14 621 081	13 189 154
Clients, ventes & prestations	2 142 699	58 413	2 084 286	1 826 353
Clients, conventionnements	1 335 765		1 335 765	972 699
Conventionnements, produits à recevoir	12 302 114	1 101 084	11 201 030	10 390 102
CREANCES FISCALES ET SOCIALES	85 051		85 051	90 596
Personnel et comptes rattachés	28 328		28 328	42 203
Organismes sociaux (Indemnités journalières)	13 466		13 466	29 758
Etat, TVA déductible et comptes rattachés	43 258		43 258	18 635
AUTRES CREANCES	329 479		329 479	127 604
Débiteurs divers & comptes rattachés	329 479		329 479	127 604
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	6 520 128		6 520 128	7 500 000
Sicav CDN et bons de capitalisation	6 520 128		6 520 128	7 500 000
DISPONIBILITES	5 979 728		5 979 728	5 772 945
Banque	5 764 315		5 764 315	5 684 067
Caisse	627		627	2 734
Intérêts courus à recevoir	214 786		214 786	86 145
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	34 899		34 899	51 482
TOTAL BILAN ACTIF	39 082 826	6 457 790	32 625 035	32 183 090

S

BILAN - PASSIF	2015	2014
FONDS ASSOCIATIFS	12 932 632	12 705 733
FONDS PROPRES	12 847 642	12 611 425
Réserves	4 707 182	4 707 182
Report à nouveau	7 904 242	7 725 207
Résultat de l'exercice	236 217	179 035
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	84 990	94 308
Subventions d'investissements	84 990	94 308
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	2 854 861	3 839 673
FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS	2 545 220	2 386 487
DETTES FINANCIERES		34 868
Emprunts et dettes		34 868
FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES	3 103 634	3 133 794
Fournisseurs	1 823 689	1 946 064
Fournisseurs, charges à payer	1 279 945	1 187 730
AVANCES ET ACOMPTES CLIENTS	1 048 092	211 090
DETTES FISCALES ET SOCIALES	5 294 083	5 275 571
Personnel et comptes rattachés	2 446 488	2 337 701
Dettes sociales (CMSA, CCPMA,...)	2 213 869	2 269 214
Dettes fiscales (taxes salaires,TVA)	633 727	668 656
AUTRES DETTES	3 879 216	3 966 653
Créditeurs divers & comptes rattachés	3 877 513	3 964 721
Intérêts courus à payer	1 703	1 932
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	967 297	629 221
TOTAL BILAN PASSIF	32 625 035	32 183 090

COMPTE DE RESULTAT	2015	2014	2015	2014
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes & prestations			4 339 692	3 755 109
Conventionnement			24 019 532	24 061 319
Variation de stock				
Reprises sur provisions sur créances			870 707	623 704
Reprises sur provisions "retraite"			19 198	433 686
Reprises sur provisions, autres			119 099	219 207
Report des ressources non utilisées s/exercices antérieurs (travaux réalisés sur conventions d'exercices antérieurs)			2 386 487	2 463 733
Transfert de charges			81 126	82 671
Autres produits			86 880	106 673
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de matières & de fournitures	314 059	328 604		
Sous-traitance	384 739	275 511		
Locations & charges locatives	803 567	993 747		
Entretien et réparations	332 491	351 724		
Etudes & recherche	931 342	976 135		
Personnel extérieur à l'entreprise	132 399	165 276		
Rémunérations d'intermédiaires et d'honoraires	1425 303	1063 299		
Publicité, publications, relations publiques	115 221	139 956		
Déplacements, missions & réceptions	2 141 548	2 214 544		
Frais postaux et télécommunication	316 821	261 588		
Autres services extérieurs	274 836	326 501		
Impôts, taxes & versements assimilés s/rémunérations	1486 694	1542 627		
Autres impôts, taxes & versements assimilés	566 824	577 356		
Rémunérations du personnel et des stagiaires	12 737 142	12 372 587		
Charges sociales	6 044 349	5 927 034		
Congés payés, JRF, RTT & CET	-60 664	-46 567		
Dotation aux amortissements	446 678	398 798		
Dotation aux provisions sur créances	693 690	867 440		
Dotation aux provisions "licenciement"	26 341	0		
Dotation aux provisions "retraite"	198 623	256 366		
Dotation aux provisions "travaux"	0	215 686		
Dotation aux provisions risques charges exploitation	102 904	104 535		
Engagements à réaliser sur subventions attribuées (travaux restant à réaliser sur conventions)	2 545 220	2 386 487		
Autres charges de gestion	114 516	87 427		
SOUS-TOTAUX 1	32 074 643	31 786 658	32 095 521	31 746 101
RESULTAT D'EXPLOITATION	20 878	-40 557		
Quotes-parts de résultat (produits) s/ opé. faites en commun			27 630	74 859
Quotes-parts de résultat (charges) s/ opé. faites en commun	10 150	4		
PRODUITS FINANCIERS				
Produits de Participations			22 209	21 503
Produits nets s/cession SICA V			23 209	45 397
Produits nets bons de capitalisation			152 287	59 637
Produits Compte s/ livret			37 651	71 889
Divers			9 374	5 283
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts sur emprunts	382	1924		
Divers	3 027	3 080		
Dotation aux provisions financières				
SOUS-TOTAUX 2	3 409	5 004	244 731	203 709
RESULTAT FINANCIER	241 322	198 706		
RESULTAT COURANT (exploitation + financier)	279 680	233 004		
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Quote part subvention investissements			9 318	9 318
Produits sur immobilisations sortis			0	1 170
Reprise provisions diverses			1003 213	0
Reprise sur provisions "travaux MNE"				
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Valeur nette comptable sur immobilisations sorties	1 164			
Charges exceptionnelles diverses	995 051	2 580		
SOUS-TOTAUX 3	996 215	2 580	1012 531	10 488
RESULTAT EXCEPTIONNEL	16 316	7 908		
Impôt sur les bénéfices	59 779	61 876		
RESULTAT	236 217	179 035		
TOTAL COMPTE DE RESULTAT	33 380 413	32 035 157	33 380 413	32 035 157

INSTITUT DE L'ELEVAGE

Annexe au 31 décembre 2015

A N N E X E

Au bilan et au compte de résultat

Exercice clos le 31 Décembre 2015

Le total net du bilan est de **32 625 035 €**. L'exercice comptable dégage un excédent de **236 217 €**.
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} Janvier 2015 au 31 Décembre 2015.

Les notes et les tableaux (numérotés de 1 à 10) présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, du code de commerce, du décret du 29-11-1983, ainsi que du règlement des CRC 99-03 du 29-04-1999 relatif à la révision du plan comptable et 99-01 du 16 février 1999 relatif aux associations.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles générales concernant les composants :

Lors de la première application en 2005 du nouveau PCG, il a été choisi la méthode prospective.

Il a été fait l'application des modifications du règlement CRC 99-03 et CRC 2002-10 relatif, à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, ainsi que CRC 2004-06 concernant la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Suivi des options comptables retenues:

Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles :

- ✓ Non concerné option non prise

Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations financières (Titres et VMP) :

- ✓ Comptabilisation en charges

Coûts d'emprunt liés à l'acquisition d'actifs :

- ✓ Comptabilisation en charges

Amortissements des biens non décomposables :

- ✓ Amortissement sur la durée d'utilisation qui correspond à la durée d'usage

Composants de 2ème catégorie/provisions pour grosses révisions :

- ✓ Non concerné option non prise

Changements de méthodes comptables :

- ✓ Néant

Faits significatifs :

La nouvelle convention d'entreprise a été signée le 25 en mars 2015 avec un effet rétroactif au 1^{er} mars 2015.
 Le GIE LABOGENA dont l'institut détenait une participation, a été liquidé. La plus-value a été constatée en 2015.
 L'Institut de l'Elevage a externalisé au Crédit du Nord une partie de la provision retraite.
 La rénovation du système interne informatique : le projet G3P.
 Une réflexion stratégique a été entamée sur l'avenir de l'Institut d'ici 2025.

Evènements post-clôture :

- Le recrutement d'un Responsable Ressources humaines a été lancé.

METHODES D'EVALUATION

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

I - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont été amorties de la manière suivante :

- ✓ Les logiciels courants de bureautique sont amortis sur 1 an
- ✓ Les autres logiciels sont amortis en fonction de leur durée de vie comprise entre 3 ans et 5 ans

II - Immobilisations corporelles

Il s'agit des dépenses qui satisfont aux critères suivants :

- ✓ Le bien est détenu par l'entité soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins administratives.
- ✓ La durée d'utilisation prévisionnelle excède un exercice.
- ✓ La dépense réalisée générera des avantages économiques futurs.

Le mode d'amortissement retenu est l'amortissement linéaire, à l'exception du matériel informatique et d'une partie du matériel de bureau pour lesquels un amortissement dégressif est admis fiscalement.

a - Immobilisations non décomposées

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

- | | |
|---------------------------------|--|
| ✓ Agencements | 10 ans |
| ✓ Véhicule automobile | 5 ans |
| ✓ Matériel de bureau | 5 ans linéaire ou dégressif |
| ✓ Matériel informatique | 3 ans dégressif |
| ✓ Mobilier de bureau | 10 ans |
| ✓ Matériel technique & agricole | 5 ans (sauf si le matériel est financé par une subvention : le matériel est alors amorti dans l'année) |

Les durées d'utilisation correspondent aux durées d'usage.

b - Immobilisations décomposables

Si les éléments constitutifs d'un actif ont des durées d'utilisation différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu (Art 311-2 PCG)

Notre société présente les immobilisations décomposables suivantes:

- Immeuble d'exploitation

(Immeuble inscrit à l'actif et affecté à l'exploitation, ou mis à la disposition d'une entreprise liée, au sens de l'article 39-12 du CGI, affectant ce bien à leur propre exploitation).

L'amortissement des composants est calculé selon leur durée d'utilisation. La structure est amortie selon la durée d'usage.

Le tableau de décomposition et d'amortissement est le suivant:

- Structure	25 à 40 ans
- Façade, étanchéité	20 ans
- Inst.Générales Techniques (IGT)	15 ans
- Agencements	7 ans

A chaque clôture, s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a perdu de manière significative de sa valeur, il est procédé à un test de dépréciation. La comptabilisation d'une dépréciation modifiera prospectivement la base amortissable de l'actif concerné.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les subventions d'investissements sont amorties sur la durée des immobilisations afférentes à ces subventions. Le montant de l'amortissement de l'exercice est de 9317.76 €.

PARTICIPATIONS – AUTRES TITRES IMMOBILISES – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

Les placements de trésorerie d'un montant de 6 520 127.83 € au 31 décembre sont constitués de bons de capitalisation à hauteur de 6 497 600 000 € et de SICAV au Crédit du Nord pour 22 127.83 €

Les bons de capitalisations dégagent des intérêts courus 211 924.35 € à la clôture de l'exercice 2015.

STOCKS

Les stocks sont évalués au prix d'acquisition et une dépréciation est constatée par différence entre la valeur brute et la valeur constatée (lorsque la valeur brute est supérieure à la valeur constatée)

CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes ont été comptabilisées pour leur valeur nominale.

Selon les règles pratiquées par l'Institut de l'Elevage au cours des exercices précédents, les créances clients ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation comme indiquée ci-dessous :

Créances clients ventes et prestations, et conventionnement : en fonction du risque

Créances « Conventions produits à recevoir »

Produits à recevoir sur conventions année n-4 :	100 %
Produits à recevoir sur conventions année n-3 :	75 %
Produits à recevoir sur conventions année n-2 :	50 %
Produits à recevoir sur conventions année n-1 :	10 %
Produits à recevoir sur conventions année n :	5 %

FONDS DEDIES

A partir de l'exercice clos au 31 Décembre 1999 et en application du plan comptable des associations, l'Institut comptabilise le montant correspondant au coût des travaux restant à réaliser au 31 décembre de l'exercice, estimé par chaque responsable de service, sous forme de Fonds Dédiés sur subventions de fonctionnement.

La valorisation a été faite au coût réel par rapport aux charges engagées et à l'activité des ingénieurs.

5

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

La provision pour indemnités de départ en retraite a été calculée selon la méthode des « unités de crédit projetés » norme IAS 19

Lors de leur départ à la retraite, le personnel perçoit des indemnités de fin de carrière selon les règles définies dans les conventions collectives. Les engagements ont été comptabilisés à la clôture de l'exercice sur la base des hypothèses suivantes : coefficient d'actualisation 1,012 %, coefficient de progression des salaires 1,012 % (alignement au taux d'actualisation) turn-over 3,2145 % si âge inférieur à 40 ans (moyenne des coefficients constatés les 5 derniers exercices).

COMPTE PERSONNEL FORMATION

Le droit individuel à la formation sera remplacé par le compte personnel de formation

Tableau n° 1

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

MOUVEMENT DES POSTES (ACTIF IMMOBILISE)	01/01/2015	ENTREES	SORTIES	VALEUR AU 31/12/15
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
LOGICIELS	650 844	105 703		756 547
IMMOBILISATIONS EN-COURS	58 275		-58 275	0
TOTAL 1	709 119	105 703	-58 275	756 547
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS	271 760	4 883		276 643
CONSTRUCTIONS	2 003 087	3 859		2 006 946
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
AGENCEMENTS ET INSTALLATIONS	1 014 019	7 602		1 021 621
MATERIEL DE TRANSPORT	73 789	9 920		83 709
MAT DE BUREAU, MAT D'INFORMATIQUE, MOBILIER	1 469 435	117 992	-33 454	1 553 972
MAT TECHNIQUE & AGRICOLE	963 997	65 058	-79 312	949 743
AVANCES ET ACOMPTES				
TOTAL 2	5 796 088	209 314	-112 766	5 892 636
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES	2 790 473	27 630	-216 343	2 601 760
AUTRES TITRES IMMOBILISES	27 055			27 055
PRETS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	884 272	367 695	-328 522	923 445
TOTAL 3	3 701 800	395 325	-544 865	3 552 260
TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)	10 207 007	710 342	-715 906	10 201 443

Tableau n° 2

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	AMORT AU 01/01/2015	AUGMENTATION	DIMINUTION	AMORT AU 31/12/2015
		DOTATIONS	SORTIES	
LOGICIELS	450 577	141 928		592 505
CONSTRUCTIONS	1 421 033	58 051		1 479 084
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
INSTALLATIONS & AGENCEMENTS	809 152	42 620		851 773
MATERIEL DE TRANSPORT	53 911	8 722		62 633
MAT DE BUREAU, INFORMATIQUE, MOBILIER	1 299 369	141 001	-32 794	1 407 577
MATERIEL TECHNIQUE & AGRICOLE	826 270	54 355	-78 808	801 817
TOTAL	4 860 312	446 678	-111 602	5 195 388

Tableau n° 3

TABLEAU DES PROVISIONS ET DES FONDS DEDIES

NATURE	MONTANT AU 01/01/15	AUGMENTATIO N DOTATION	DIMINUTION REPRISE	5MONTANT AU 31/12/15
FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS	2 386 487	2 545 220	-2 386 487	2 545 220
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	3 839 673	224 964	-1 209 775	2 854 862
TOTAL 1	6 226 161	2 770 184	-3 596 263	5 400 082
SUR COMPTES IMMO FINANCIERES				
SUR STOCK	104 535	102 904	-104 535	102 904
SUR COMPTES CLIENTS & COMPTES RATTACHES	1 336 514	693 690	-870 707	1 159 497
SUR VMP				
TOTAL 2	1 441 049	796 595	-975 242	1 262 402
TOTAL (1 + 2)	7 667 210	3 566 779	-4 571 505	6 662 484
DONT DOTATIONS ET REPRISES		3 566 779	-4 571 505	
TOTAL		3 566 779	-4 571 505	

FONDS DEDIES ORGANISMES	01/01/2015	Utilisation	Engagements pris	31/12/2015
MINISTERE DPEI (GENETIQUE)	686 375	-686 375	832 940	832 940
OFFICES	1 668 159	-1 668 159	1 670 837	1 670 837
AUTRES	31 952	-31 952	41 444	41 444
TOTAL	2 386 487	-2 386 487	2 545 220	2 545 220

5

Tableau n° 3 b

DETAIL DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES CLIENTS ET PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

NATURE	MONTANT BRUT 01/01/15	PROVISION 01/01/15	DOTATION PROVISION EXPLOITATION	REPRISE PROVISION EXPLOITATION	DOTATION PROVISION EXCEPTIONNELLE	REPRISE PROVISION EXCEPTIONNELLE	PROVISION 31/12/15
ACTIF							
PROVISION POUR CREANCE CLIENTS							
Clients, ventes & prestations	2 143 839	49 995	8 418				58 413
Clients, conventionnements	1 335 765						
Conventionnements, produits à recevoir	12 763 906	1 286 518	685 272	-870 707			1 101 084
PROVISION POUR STOCK		104 535	102 904	-104 535			102 904
TOTAL 1	16 243 510	1 441 049	796 595	-975 242			1 262 401
PASSIF							
PROVISION POUR RISQUES & CHARGES							
Départ retraite		3 034 777	198 623	-191 998		-1 003 213	2 038 189
Travaux immeuble MNE paris		784 645					784 645
Travaux Villers Bocage							
Travaux Le Mourier		20 252		-14 564			5 688
Travaux Toulouse							
Autres litiges			26 341				26 341
TOTAL 2		3 839 675	224 964	-206 562		-1 003 213	2 854 863
TOTAL 3			1 021 558	-1 181 804		-1 003 213	

ANALYSE DES REPRISES SUR PROVISIONS

PROVISION POUR CREANCE CLIENTS	REPRISE PROVISION EXPLOITATION	REPRISE PROVISION EXCEPTIONNELLE	% ENCAISSE	% PERTE
Clients, ventes & prestations Clients, conventionnements Conventionnements, produits à recevoir	870 707		88%	12%

PROVISION POUR RISQUES & CHARGES	REPRISE PROVISIONS D'EXPLOITATION	REPRISE PROVISIONS EXCEPTIONNELLES	% REALISE
Travaux immeuble MNE paris Travaux Villers Bocage Travaux Le Mourier Travaux Toulouse	14 564		72%

Tableau n° 4

TABLEAU DE SUIVI DES PRINCIPALES CONVENTIONS 2015 (montants H.T.)

FINANCEUR	DOTATION 2015	DOTATION 2015 non perçue au 31/12/2015*	FONDS DEDIES 2015**
CASDAR PNDAR	9 489 960	1 423 494	29 210
CASDAR APPEL A PROJET	1 032 568	382 360	
FRANCE AGRIMER (REVERSEMENT CASDAR : GENETIQUE, RESEAU ET ACTIONS)	4 027 109	3 802 269	2 095 648
CREDITS IDENTIFICATION	1 376 953	0	
OFFICE AUTRES CONVENTIONS	12 625	0	
INTERBEV, NORMABEV & CIV	685 640	67 400	
CNIEL	896 680	0	
CNE	1 480 138	449 806	
FGE	1 744 703	194 316	
CREDITS RECHERCHE, PRG ACTA & UMT	431 324	262 934	
UNION EUROPEENNE	425 722	186 296	
COLLECTIVITES REGIONALES	364 653	145 699	
AUTRES MINISTERS	482 059	27 720	
TOTAL	22 450 135	6 942 295	2 124 858

* Montant non encaissé ou non facturé au 31/12/2015 relatif à la dotation 2015

** Fonds dédiés relatifs à la dotation 2015 ou antérieure

ETAT DES CREANCES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
ACTIF IMMOBILISE			
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	2 291 732		2 291 732
PRETS	447 260	95 313	351 947
AUTRES IMMO FINANCIERES & CPTES RATTACHES	476 185		476 185
TOTAL 1	3 215 177	95 313	3 119 863
ACTIF CIRCULANT			
CREANCES CLIENTS	15 780 578	15 780 578	
PERSONNEL	28 328	28 328	
ORGANISMES SOCIAUX (IJ CMSA, MUTUELLE)	13 466	13 466	
ETAT	43 258	43 258	
DEBITEURS DIVERS	329 479	329 479	
TOTAL 2	16 195 108	16 195 108	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	34 899	34 899	
TOTAL 3	34 899	34 899	

ETAT DES DETTES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	ENTRE 1 ET 5 ANS	A PLUS DE 5 ANS
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
INTERETS COURUS	1 703	1 703		
FOURNISSEURS	3 103 634	3 103 634		
PERSONNEL	2 446 488	2 446 488		
DETTE SOCIALES (CMSA CCPMA)	2 213 869	2 213 869		
ETAT	633 727	633 727		
CREDITEURS DIVERS	3 877 513	3 877 513		
TOTAL 1	12 276 933	12 276 933		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	967 297	967 297		
TOTAL GENERAL	13 244 230	13 244 230		

Tableau n° 6

TABLEAU DES COMPTES DE REGULARISATION

ACTIF	PRODUIT A RECEVOIR
CLIENT, CONVENTIONNEMENT P.A.R.	12 302 114
PERSONNEL	
ORGANISMES SOCIAUX	
ETAT	
DEBITEURS DIVERS	
TOTAL	12 302 114

PASSIF	CHARGES A PAYER
INTERETS COURUS S/EMPRUNT	
INTERETS COURUS "BANQUE"	-1 703
FOURNISSEURS Charges à payer	-1 279 945
PERSONNEL	-1 985 989
ORGANISMES SOCIAUX	-1 090 689
ETAT	-236 912
CREDEITEURS DIVERS	
TOTAL	-4 595 238

Tableau n° 7

DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS COMPTABILISES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	MONTANT
Prodware (maintenance navision)	17 148
SNCF (abonnement portail internet)	8 630
ALILEO(assurance)	1 458
EURONES (maintenance)	523
DIVERS	7 141
TOTAL	34 899

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	MONTANT
Actions engagées en 2016 pour lesquelles une partie de la subvention a été reçue ou comptabilisée en 2015	
Interbev	67 800
IP	76 854
NIEL	97 800
France Agrimer	114 416
Acta	135 239
GE actions génétiques	356 613
DIVERS	118 574
TOTAL	967 297

Tableau n° 8

ENTREPRISES LIEES			
POSTES DU BILAN	MONTANT	ACTIF	PASSIF
CREANCES RATTACHES A DES PARTICIPATIONS (SCI MNE)	2 001 840	2 001 840	
CREANCES RATTACHES A DES PARTICIPATIONS (SCI MRA)	289 892	289 892	
CREANCES RATTACHES A DES PARTICIPATIONS (LABOGENA)	0	0	
CLIENT (SPEOC)	162 287	162 287	
Fournisseur (SPEOC)	0		0
CLIENT (LABOGENA)	49 361	49 361	
Fournisseur (LABOGENA)	199 514		199 514
CLIENT (SCI MRA)	0	0	
Fournisseur (SCI MRA)	2 740		2 740
CLIENT (ACTA INFORMATIQUE)	0	0	
Fournisseur (ACTA INFORMATIQUE)	76 956		76 956

Tableau n° 9

FILIALES ET PARTICIPATIONS	% (arrondi)	VALEUR COMPTABLE DES TITRES	CAPITAUX PROPRES dont résultat	CAPITAUX PROPRES part Institut	RESULTAT AU DERNIER EXERCICE CLOS	DATE DERNIER EXERC. CLOS
bcis	33%	100	45 000	15 000	-13 670	31/12/2014
SARL SPEOC	81 %	4 665	419 938	339 940	28 747	31/12/2015*
SCI MNE	54 %	248 244	436 381	236 955	0	31/12/2015*
SCIE MNE-SERVICES	54 %	3 258	-2 100	-1 141	-4 000	31/12/2015*
SIS-GENE	20 %	16	3 470 843	688 659	451 858	31/12/14
SARL ACTA INFORMATIQUE	14 %	35 686	515 754	70 658	6 000	31/12/2015*
SCI MRA	21 %	3 174	3 473	735	-247	31/12/15 *
SCIE LABOGENA	10 %		1 512 065	145 461	19 091	31/10/15
comptes provisoires						

Tableau n° 10

REPARTITION DU PERSONNEL					
Personnel (CDD et CDI) présent au 31/12/2015	INGENIEURS (CATEGORIE I)	TECHNICIENS (CATEGORIE T)	ASSISTANTS (CATEGORIE A)	EMPLOYES (CATEGORIE E)	TOTAUX
FEMMES	103	7	32	1	143
OMMES	103	18	2	1	124
TOTAUX	206	25	34	2	267

émunération et avantages en natures des 3 plus Hauts Cadres Dirigeants bénévoles et salariés et de l'Institut sur l'année 2015 : 0 €

ENGAGEMENT HORS BILAN

n nantissement des SICAV BNP pour un montant de 377 587 € en garantie d'une caution bancaire donnée par la BNP sur l'opération Egypte

DIVERS

onoraires de CAC:

• Mission légale

29 277,40 €

• Diligences directement liées

5 909,10 €

Listes des logiciels

J BILAN*

VALEUR BRUTE AMORTISSEMENT VALEUR NETTE

Logimat: outil informatique de saisie en ferme et de suivi des CMAT (Contrôles	130218,2	78420,59	51797,61
Oviplan: un logiciel en ligne pour planifier son projet ovin	21840	8477,29	13362,71

EN CHARGES (de l'exercice et exercices antérieurs)*

Couprod : calcul et diagnostic des coûts de production en filières herbivores	78370		
IE - GTE : logiciel d'appui technique à la filière caprins	3998		
mulbox : logiciel qui permet de simuler des changements sur une exploitation de poly-culture élevage et d'en mesurer les impacts sur les résultats technico-économiques.	54047		
ip'2er : évaluation des performances environnementales, économiques et sociales d'une exploitation	284 627		
ip'éco : calcul automatisé de la production et des coûts opérationnels	en cours		

*Temps ingénieur IDELE non intégré